

## Scénario Ma cité évincée

Scénario en production :

Mégalopolis est un long métrage documentaire explorant l'impact humain de la spéculation immobilière dans la ville de Montréal durant la crise du logement de l'été 2021.

Devant l'urgence de la crise du logement, les deux réalisatrices sentent le besoin d'agir et souhaitent trouver des réponses en utilisant le documentaire. Le déclencheur pour Priscillia Piccoli est son bénévolat au centre de jour La Porte Ouverte, où elle croise de nouveaux visages de l'itinérance depuis le début de la pandémie. Pour Laurence Turcotte-Fraser, c'est les devantures vides des locaux commerciaux laissés à l'abandon dans son quartier le Mile-End. C'est en allant sur le terrain qu'elles vont montrer les dessous et les conséquences de cette crise qui semble toujours se voiler derrière les interdits, les interventions policières et les masques. Elles veulent donner une voix à ceux qui tombent dans les craques du système. Les gens ont besoin de parler, de se lever et de résister, et nous allons les suivre avec notre caméra. Ce portrait large veut montrer les liens entre les différentes classes sociales et leur inter connectivité afin d'ouvrir un dialogue nécessaire sur l'avenir du logement dans la métropole.

Le film commence avec Guylain Levasseur, un travailleur de rue qui aide des gens dans l'itinérance. Il nous apprend que dans l'impossibilité de camper, beaucoup d'itinérants dorment dans des entrées de commerces. Non loin de là dans le Mile-end, les commerces sont laissés à l'abandon par le géant de l'immobilier Shiller Lavy. La ville de Montréal laisse les propriétaires des locaux commerciaux faire ce qu'ils veulent. C'est le cas de la librairie W. Welch, qui doit fermer boutique après une augmentation de loyer de 250% en deux ans. Ceci est un affront de trop et la communauté du Mile-End se réunit dans un mouvement citoyen qui fait reculer le promoteur immobilier. Malgré la pandémie, les résidents se réunissent sur St-Viateur pour y acheter un livre et faire parler les médias. Nous rencontrons notre première intervenante, Stephanie Bourbeau, qui ne pouvait plus rester les bras croisés et voir son quartier s'éteindre à petit feu. Son initiative est fructueuse et le promoteur décide de renoncer à son augmentation déraisonnable. Elle veut construire un mouvement de résistance, parce que cette crise n'est pas unique aux commerces et attaque le droit fondamental au logement.

Dans le centre-ville, les résidents du Manoir Fontaine, se font évincer pour des rénovations majeures qui semblent frauduleuses. Les résidents ne veulent pas se laisser bernier. Le 31 mars, ils ont reçu une lettre du promoteur Shiller Lavy leur donnant une somme d'argent dérisoire pour quitter leur appartement pendant huit mois. Ce promoteur a une longue histoire de rénovictions ailleurs à Montréal. Il utilise souvent la même stratégie : acheter des immeubles en mauvais état dans des quartiers primés pour faire quitter les résidents avec des tactiques de pression. Les lieux communs sont dans un état pitoyable, les ascenseurs sont brisés et le toit coule dans les étages supérieurs. Pendant deux ans, l'immeuble déjà délaissé par son propriétaire précédant fut laissé à lui-même. Les cas de rénovictions sont nombreux dans la province, mais le cas du Manoir Fontaine est important, leur immeuble à quatre-vingt-dix logements pourrait mettre de la pression pour changer les lois concernant cette méthode de rénovation. Les résidents du Manoir sont solidaires dans leur lutte et décident de s'organiser pour médiatiser leur cause. De nombreuses manifestations et rencontres avec des avocats sont organisées au parc Lafontaine juste en face de leur immeuble. Nadine, l'une des résidentes, peint des bâches bleues de slogans que les résidents les accrochent à leurs balcons. Ils savent que la résolution de leur conflit légal peut faire la différence pour la province entière. Loan Nguyen, à leur tête, ne va pas baisser les bras et va tout faire pour rester dans son appartement à prix modique du centre-ville. Ce n'est pas une question d'argent, elle veut défendre les valeurs québécoises pour lesquels elle a immigré ici il y a une

douzaine d'années. Elle est en colère qu'on lui demande de quitter son quartier, d'autant plus que Shiller Lavy n'a pas de permis de construction émis à la ville. Leur cause est inusitée au Tribunal du logement, qui a dû combiner les quarante plaintes des résidents du manoir. En suivant leur passage au tribunal et ses débouchés, nous allons comprendre le système qui protège les locataires dans la province. Qui va se battre jusqu'au bout ? Qui va rester au Manoir ? Qui ne pourra se payer un appartement au même prix ?

Dans Hochelega-Maisonneuve, le nouveau centre de jour CARE Montréal a comblé trois cents lits en trois jours. Michel Monette, le fondateur de l'organisme, craint le pire pour le début du mois de juillet 2021. En passant du temps dans son bureau et en rencontrant les intervenants avec qui il travaille, nous découvrons les dessous du travail communautaire. Les fonds d'urgence de la Covid tirent à leur fin, mais la crise du logement est exacerbée par la pandémie. CARE Montréal doit déménager ses locaux le 30 juin et risque de perdre toutes ses subventions. Michel se bute à la classe politique, qui fait de belles promesses, mais bouge trop lentement pour les besoins grandissants des gens à la rue. Il a peur que ce soient des familles entières qui finissent dans son refuge à l'automne. Michel travaille étroitement avec les résidents du campement Hochelaga et essaie de créer différentes méthodes pour redonner l'autonomie aux gens qui vivent dans l'itinérance. Certains préfèrent des refuges, beaucoup d'autres voudraient pouvoir avoir le droit de planter leur tente sur des terrains vagues pour avoir plus de liberté. Cela dérange énormément la classe politique qui y voit une défaite lorsque des campements se forment. Ils préfèrent envoyer la police dans des escouades coûteuses que de donner cet argent à des intervenants qui pourraient gérer des sites organisés.

La population itinérante est aussi en crise. Ayant doublé durant la crise sanitaire et n'ayant nulle part où aller pendant le couvre-feu, plusieurs d'entre eux trouvent refuge au boisé Steinberg, une parcelle de terre abandonnée détenue par la ville. Une semaine plus tard, malgré des engagements de la ville, la police disperse la trentaine de campeurs. Guylain, le fondateur du campement Hochelaga et pilier de la communauté, a le cœur gros. Les résidents du boisé crient leur douleur de se faire jeter hors du lopin de terre tranquille où ils ont planté leur tente. Jouant au chat et à la souris, ils sont encore à la recherche d'un endroit où camper.

Que se passera-t-il avec le Manoir Fontaine devant le tribunal? Quel sera le futur de la communauté du boisé Steinberg et l'organisme CARE Montréal ? Même Stéphanie du Mile-End, plus privilégié, vit une rupture. Sa recherche d'appartement est difficile, ce qui démontre que personne est à l'abri. Ce qui est sûr, c'est qu'en cette période économique incertaine, la crise du logement porte atteinte au droit fondamental d'avoir un toit sur la tête.

Au niveau stylistique, le film se déploie en temps réel. Nous avons suivi nos intervenants pendant une année et avons infiltré leur mode de vie. Il nous est ainsi possible de montrer les recoins cachés de leur lutte, lorsque la pandémie enfermait les gens à l'intérieur. Le pari est qu'il est possible, par l'entremise du cinéma direct, avec une signature visuelle frappante, de démontrer les effets directs de la situation immobilière tout en gardant l'humain au centre. Nous voulons faire connecter le spectateur à nos personnages et à leur lutte. Ce n'est pas un outil rhétorique qui explique les rouages économiques. Notre style est inspiré du cinéma documentaire des années 70, des documentaires activistes comme Harlan County, U.S.A (1976) ou encore le cinéma direct des belles années de l'ONF.